

Maintenir la prérentrée le 29 août reviendrait effectivement à prendre des risques inconsidérés, comme le déclare le Ministre, en mécontentant des syndicats enseignants déjà forts déçus du blocage du point d'indice, mais dont l'augmentation serait bien plus coûteuse que cette généreuse journée de vacances supplémentaire qui ne coûte pas un centime.

Suite à la grève du 15 mai, notre très prudent ministre n'a donc pas pris de risques inconsidérés en faisant un petit geste en direction des syndicats enseignants, prenant tout de même le risque de s'attirer les foudres des parents d'élèves pourtant bien plus nombreux que les enseignants, mais un ministre doit évaluer courageusement les risques.

L'embarras des millions de parents pour la garde de leurs enfants le lundi 1er septembre était bien moins préoccupant pour le ministre que la préservation des vacances des enseignants, mais il fallait communiquer habilement et pour cela mettre en avant des problèmes techniques et administratifs insurmontables qui interrogent.

Si le fait d'avancer la prérentrée de trois jours pose autant de problèmes techniques et administratifs qui ne puissent être résolus rapidement, nous pouvons être inquiets sur la capacité de modernisation de notre institution, dont l'objectif prioritaire est pourtant de faire entrer l'école dans l'ère du numérique. Dans l'attente des résultats de ces ambitieux objectifs, suggérons à notre ministre de confier notre système informatique à la Californie ou à l'Inde pour gagner du temps et réussir sans obstacle notre rentrée trois jours plus tôt.

Administrativement, si les nouveaux enseignants sont effectivement nommés au 1er septembre, ils sont depuis plusieurs années (et c'est heureux), convoqués à des formations la dernière semaine du mois d'août et rien ne s'oppose à ce que leur dernière journée de formation se déroule dans leur établissement scolaire d'affectation dès le 29 août.

Les personnels de direction pourraient se réjouir de ce report qui théoriquement allonge également notre période de vacances mais il est fort probable que cela nous oblige une fois de plus à rattraper les cours sur deux mercredis après midi, opération assez peu populaire et si complexe à mettre en œuvre que de nombreux collègues y ont renoncé.

Tout comme nous sommes nombreux d'ailleurs à ne pas organiser la deuxième journée de pré rentrée, ni la journée de solidarité, sans que cela ne pose le moindre problème à notre hiérarchie qui ne peut l'ignorer.